



SEML COTE-D'OR ÉNERGIES

RAPPORT DU MANDATAIRE
2024

SICECO, TERRITOIRE D'ENERGIE COTE-D'OR

Table des matières

Rappel du contexte	3
I. Fiche récapitulative	4
II. Activités, actualité, situation financière et évolution actionnariale	5
a. Activités de la SEML	5
a.1. Présentation générale	5
a.2. Principales activités et opérations de l'année écoulée	5
a.3. Perspectives de développement	11
a.4. Carte de synthèse des projets	12
b. Situation financière de la SEML Côte-d'Or Énergies.....	13
b.1. Exercice comptable 31/12/2024	13
b.2. Prévisions financières.....	15
c. État des filialisations	15
c.1. Présentation globale	15
c.2. Liste détaillée des filialisations	16
d. Évolutions statutaires	18
d.1. Rappel des modifications statutaires dans les 5 dernières années	18
III. Relations contractuelles et financières entre la SEML Côte-d'Or Énergies et le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or	18
a. Contrat en cours avec la collectivité actionnaire	18
b. Avances en compte courant de la collectivité.....	18
IV. Contrôles et gestion des risques.....	19
V. Bilan de la gouvernance de la SEML Côte-d'Or Énergies	19
a. Actionnariat 2024 et évolutions à venir 2025	19
b. Les dirigeants	20
b.1. Composition du Conseil d'Administration	20
b.2. Organisation de la gouvernance	20
c. Bilan de la gouvernance	21
c.1. Réunions des instances	21
c.2. Participation des représentants du SICECO	21
ANNEXES	22
ANNEXE 1 - RAPPORT D'ACTIVITE 2024	
ANNEXE 2 - COMPTES ANNUELS 2024	
ANNEXE 3 - RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2024	

Rappel du contexte

Conformément à l'article L. 1524-5¹ du code général des collectivités territoriales (CGCT), les représentants des collectivités territoriales aux instances des Sociétés d'Economie Mixte Locale doivent présenter un rapport écrit annuel dans leurs assemblées respectives, le « rapport du mandataire ».

Ce rapport, objet de la délibération, a pour objectif :

- de renforcer l'information de la collectivité territoriale actionnaire et de ses élus ;
- pour les représentants nommés au sein du conseil ou de l'assemblée de rendre compte de la manière dont ils exécutent leur mandat ;
- de renforcer le contrôle analogue des Actionnaires collectivités territoriales sur la SEML Côte-d'Or Energies ;
- de s'assurer que la SEML Côte-d'Or Énergies agit en conformité avec les positions et les actions engagées par ses actionnaires publics.

Dans le respect de ces dispositions, le présent rapport est destiné à être transmis aux collectivités actionnaires. Cette communication est actée par une délibération prise par leurs assemblées délibérantes. S'agissant de la SEML Côte-d'Or Énergies, l'application de l'article L. 1524-5 du CGCT concerne les 3 actionnaires publics : le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or ; la Région Bourgogne-Franche-Comté ; le SIED 70.

Le présent rapport correspond à l'édition de l'Actionnaire public SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, dont les représentants ont été nommés lors du Comité syndical du 14 octobre 2020 (délibération n°080-20-DEL).

Les informations constituant ce rapport sont données sous réserve des éléments identifiés par la SEML Côte-Énergies comme relevant du secret des affaires en vertu de l'article L. 151-1 du code de commerce, ainsi que des éléments donnés comme confidentiels par le président du conseil d'administration.

¹ L'article L. 1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales rappelle :

"Les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance. Ce rapport, dont le contenu est précisé par décret, comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux."

I. Fiche récapitulative

Informations générales	
Dénomination de la société	SEML Côte-d'Or Énergies
Siège social	Dijon
Adresse administrative	9 A rue René Char 21000 Dijon
Date de création	26 octobre 2015
Secteur d'activité/métier	Énergies renouvelables (code NAF 3511Z)
Objet social	Article 3 des Statuts (2022) : « La Société a pour objet, dans le cadre de la politique énergétique locale conduite en particulier par les partenaires publics locaux qui ont compétence pour ce faire, l'acquisition, l'aménagement, la construction, l'exploitation de moyens de production, de stockage, de distribution décentralisés et de vente d'énergie notamment d'origine renouvelable, ainsi que toutes activités accessoires liées. »
Président	Jacques Jacquenet
Directeur Général	Jean-Michel Jeannin
Nom du Commissaire aux comptes et date de nomination	Cabinet Cléon Martin Broichot, représenté par Thomas Paulin. (27 juin 2022)
Nombre de salariés	1

II. Activités, actualité, situation financière et évolution actionnariale

a. Activités de la SEML

a.1. Présentation générale

À l'heure des choix qui conditionnent la transition énergétique, la Société d'Économie Mixte Locale (SEML) Côte-d'Or Énergies développe, construit, investit et exploite des centrales de production d'énergie décentralisée à partir de sources renouvelables : éolien, photovoltaïque au sol ou en toiture, méthanisation ou encore hydroélectricité. Elle intervient également en matière de mobilité durable à travers le déploiement de stations multi-énergies (GNV, bio-GNV, électrique, hydrogène).

Alors que l'urgence climatique ne cesse de se préciser, la SEML Côte-d'Or Énergies ambitionne de développer des projets d'énergie renouvelable sur le territoire permettant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et répondant ainsi aux objectifs nationaux et régionaux.

Elle propose un modèle économique qui fait le choix de valoriser des ressources locales et renouvelables tout en reversant les bénéfices au territoire. Entreprise privée issue d'un partenariat entre des acteurs publics et privés, elle combine les points forts de ces deux mondes : recherche de l'intérêt général (activités et bénéfices générés au profit des habitants), recherche de la cohésion entre les intérêts d'un projet et les besoins du territoire (construction d'un bouquet énergétique adapté aux ressources et aux besoins du territoire), recherche de l'innovation et de la performance. Les projets de la SEML sont ainsi conditionnés à la politique énergétique locale. Les implantations sont décidées en concertation avec les différents acteurs du territoire et répondent aux besoins d'un indispensable mix énergétique.

La SEML Côte-d'Or Énergies permet de renforcer l'appropriation des projets en assurant une concertation de chacun des acteurs du territoire : élus, institutionnels, entreprises, associations, habitants. Tous peuvent ainsi s'investir dans l'avenir énergétique de leur territoire. Cette méthode, qui fait la part belle à l'échange et à la transparence, assure une meilleure acceptabilité des projets. La structuration de la SEML lui permet de créer des filiales et offre la possibilité aux citoyens et aux collectivités de participer financièrement aux projets. Ainsi ils deviennent acteurs des projets énergétiques de leur territoire.

Outil d'investissement et de développement de projets de grande ampleur, elle participe à l'émergence d'une filière créatrice d'emplois et de retombées économiques locaux.

a.2. Principales activités et opérations de l'année écoulée

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'activité de la Société a été la suivante :

S'agissant de la filière « ÉOLIEN » :

- Suivi du recours juridique sur l'arrêté préfectoral autorisant partiellement le **parc éolien de L'Orée des Bois** avec l'accompagnement d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (EGREGA) et du cabinet d'avocat Brun-Cessac :
 - Pour rappel, arrêté préfectoral d'autorisation pour 4 éoliennes sur les 6 prévues initialement (situées à Cérilly) en date du 29 novembre 2023.
 - Signature de la Proposition Technique et Financière de raccordement au réseau ENEDIS indiquant une solution auprès d'un nouveau poste source à construire (Côte-d'Or Nord). Le délai de raccordement est long, une convention ne pourra être établie qu'à partir de 2029 pour un raccordement en 2030. Le coût estimé est de 866 743,72 € HT, le versement de l'acompte effectif 152920,5 € HT. Le paiement de l'acompte ENEDIS par la SEML a été régularisé par la conclusion d'un avenant n°2024 à la Convention CCA 2022-001 conclue avec la SAS Les Lavières suite aux décisions du CA de la SEML et de la SAS en date du 03/12/2024.

- Recours enregistrés auprès de la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Lyon les 28 et 29 mars 2024 des associations « La Grandes Côte Châtillonnaise », « Bien vivre à la Campagne », « Villages Anciens, Villages d'Avenir » et « l'Association de Protection de l'Environnement de la Vallée de la Seine entre Châtillon et St-Marc » et de la Commune de Balot.
- Annulation de l'arrêté préfectoral d'autorisation par décision de la CAA en date du 17/03/2025.
 - Seuls requérants ayant vu son intérêt à agir reconnu : Association « La Grandes Côte Châtillonnaise » et Commune de Balot.
 - Un unique motif d'annulation retenu : atteinte à la conservation de la Cigogne Noire (article L511-1 du Code de l'environnement). Pour rappel, aucun individu n'a été vu pendant les nombreuses observations réalisées. Aucun nid répertorié dans les 15 km du parc éolien.
 - Un pourvoi auprès du Conseil d'Etat sera déposé le 13 mai 2025 au plus tard.
- Arrêt du développement du parc éolien des Rives de Saône situé sur les Communes de Bousselange, Montagny-les-Seurre et Grosbois-les-Tichey et liquidation de la Société porteuse :
 - Arrêté préfectoral de rejet pour avis conforme défavorable de la DGAC (Aérodrome Dole-Tavaux) en date du 29 mars 2023.
 - Requête introductive d'instance auprès de la CAA de Lyon en date du 26 mai 2023 portée par la SEML Côte-d'Or Energies et la SAS Les Lavières, représentées par le Cabinet Brun Cessac et Associés.
 - Rejet de la requête par décision de la CAA de Lyon en date du 7 mars 2024.
 - Par décision du CA de la SEML en date du 29/05/2024, les Administrateurs décident l'abandon du projet, la remise des promesses de bail signées, la dissolution de la Société.
 - Comptablement, le coût du développement du projet (stock en cours) a fait l'objet d'une reprise de provision, déprécié l'exercice précédent, et sortie des encours au 31/12/2024.
 - Dissolution de la SAS Parc éolien Rives de Saône à compter de la décision de l'Associé unique en date du 19/06/2024. Nomination de la SEML COE liquidateur.
 - Liquidation et radiation du registre du commerce et des sociétés en date du 28/01/2025.
- Arrêt du co-développement du parc éolien Arnéole situé sur les Communes jurassiennes de La Barre et d'Orchamps (39) avec la SEML ENR Citoyenne :
 - En 2022, la SEML Côte-d'Or Energies a décidé d'arrêter la contribution aux frais de développement étant donné la faiblesse du gisement de vent. La SEM ENR Citoyenne a décidé de poursuivre les études de développement du projet.
 - En 2023, des échanges avec la SEM ENR Citoyenne, les Communes et Jurascic ont été poursuivis afin d'étudier la possibilité de raccorder une puissance inférieure et la relève du plafond aéronautique.
 - Néanmoins, le retour d'analyse du spécialiste CGX indiquant la faible probabilité de l'acceptation par l'Armée d'une élévation du plafond aéronautique a conduit la SEML COE à provisionner et déprécier le stock en cours de ce projet.
 - Au 31/12/2024, le coût du développement du projet (stock en cours) a fait l'objet d'une reprise de provision, déprécié l'exercice précédent, et est sortie des encours.
- Poursuite des échanges concernant le projet éolien « Entre Saône et Salon » situé en Haute-Saône (70) et la cession envisagée de la Société Sainte Appolline par Total Energies au profit du collectif local (Communes, SICAE est, SIED70 et SEML COE) :
 - 25/11/2024 : Non admission par le Conseil d'Etat du recours de l'association Vents citoyens entre Saône et Salon. Le projet est purgé de tout recours.
 - En 2025 des négociations avec Total Energies et collectif local seront entreprises pour :
 - travailler à l'optimisation du projet.

- définir le calendrier/format de cession : cession directe ou création d'une Société par le collectif local au moment du prêt à construire (T1 2027) ou protocole d'accord pour cession à la mise en service (T4 2028) avec conditions suspensives.
 - décider/négocier l'étendue de l'acquisition : moins risqué pour le collectif d'entrer dans les 3 Sociétés étant donné la proximité et les mutualisations à envisager à l'échelle des 3 parcs.
 - négocier un protocole de cession et notamment le prix et les conditions suspensives.
- A ce stade les fonds propres sont estimés de 4 à 6 M d'€.
- Lancement des pré-études et de la sécurisation foncière pour le développement d'un **projet éolien sur la Commune d'Ampilly-les-Bordes** (21, Côte-d'Or), en partenariat avec GEG EnR :
 - En 2024, le Secrétaire Général de la Préfecture et les services de la DREAL ont été rencontrés. Aucune alerte majeure n'a été communiquée pour le développement du projet. Les services de l'Etat ne peuvent se positionner sans lancement des études et présentation du projet en Pôle ENR.
 - Le 03/12/2024, le CA a approuvé le lancement l'étude de faisabilité, la délibération du Conseil, le temps humain à affecter à la sécurisation des emprises foncières. Une synthèse des risques sera réalisée avant le lancement complet du développement.

S'agissant de la filière « PHOTOVOLTAÏQUE EN TOITURE » :

- Poursuite du développement et de l'exploitation de centrales photovoltaïques en toiture sous forme de location de toiture ou mise à disposition de bâtiments via la filiale BF Énergie.
- Du 01/01/2024 au 31/12/2024 :
 - 18 centrales en service
 - 2,25 GWh de production pour une puissance de 2,35 MWc
- Une fois les derniers projets mis en service, BF Energie rassemblera un portefeuille de 21 centrales soit environ 3,17 MWc.
- Reprise de la gestion de BF Energie par la SEML COE (AGE du 20/09/2024) :
 - Transfert du siège social au 9A rue René Char 21000 Dijon.
 - Changement de date de clôture de l'exercice comptable au 31 décembre de chaque année.
 - Démission de BF Holding (mandataire Bruce Febvret) au poste de Président et désignent en remplacement la SEML Côte-d'Or Energies (mandataire Jean-Michel Jeannin) à partir du 1er octobre 2024.
- La reprise de la gestion de BF Energie génère un accroissement de la charge de travail en 2024. Au 31/12/2024, 177 heures ont été affectées (essentiellement en T3 2024) au suivi technique et financier de BF Energie (~9 k€), non valorisé dans le cadre d'un Contrat.
- La Société BF Energie est confrontée à un besoin de trésorerie du fait de l'avance de la TVA des coûts de construction des centrales BFE 34 (21 - Saint-Romain) et BFE 35 (21 - Volnay) ainsi qu'au décalage des périodes d'investissements et d'encaissements des recettes (18 mois minimum). La situation sera apurée courant 2026 dès que l'électricité produite par les dernières centrales mises en service pourra être facturée. Une convention CCA de trésorerie sera néanmoins conclue en 2025 pour couvrir les besoins court-terme.
- L'AG à prévoir en juin 2025 se prononcera sur l'approbation des comptes clôturés au 31/12/2024 et la nomination de Cléon Martin Broichot en tant que Commissaire aux Comptes, la SEML ayant pris le « contrôle » de la filiale, la loi 3DS impose cette nomination.
- Photovoltaïque en toiture - **SAS Côte-d'Or Solaire** :
 - Suite aux discussions partenariales menées dès le premier trimestre 2023, la SAS Côte-d'Or Solaire, dont le capital de 120 000 € a été libéré à 50%, a été immatriculée au RCS de Dijon le 13/06/2024. L'actionariat est le suivant : le CD21 (49%), la CDC (36%), la SEML (15%). Sous format tiers-investissement, l'objectif est de développer 5 MWc de 2024 à 2028. La SAS consultera annuellement un installateur-mainteneur pour un volume de toiture identifié. La SEML Côte-d'Or Energies est rémunérée pour le suivi technique, administratif et financier de la Société, dans le cadre d'un contrat « GAFT » signé en janvier 2025 (Mission 2024 facturée à hauteur de 16 400 € HT).
 - Fin juin 2024 : lancement d'une consultation dans le cadre d'un marché pour la réalisation et la maintenance des premières centrales photovoltaïques en toiture.

- L'Entreprise RM Facilities a été retenue pour la réalisation de 4 centrales photovoltaïques en toiture (env. 300 kWc) :
 - 1- Pôle de maraichage à Perrigny-lès-Dijon
 - 2- Service Technique à Pagny-le-Château
 - 3- CIS à St-Seine-l'Abbaye / Cestres
 - 4- Hangar municipal à Meloisey
- Evolutions défavorables de l'arrêté tarifaire S21 modifié par l'arrêté modificatif du 26 mars 2025 :
 - Diminution des objectifs de déploiement du photovoltaïque
 - Tarif en net baisse sur la tranche 100-500 kWc : 95€/MWh, avec une formule défavorable de dégressivité.
- Le dimensionnement des premiers projets a donc été revu pour atteindre une puissance maximale de 99 kWc. Les futurs projets devront être optimisés et des projets à CAPEX bas devront être priorités.
- Le lancement de 3 nouveaux projets sur des collèges est prévu en mai 2025 avec RM facilities.
- En 2025, une nouvelle consultation sera lancée pour la réalisation des projets en 2026.

S'agissant de la filière « PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL » :

- Construction des deux premières centrales photovoltaïques au sol :
 - **Parc photovoltaïque des Grandes Terres** à Labergement-lès-Seurre (21), situé sur une friche et un site dégradé de 5 hectares, d'une puissance de 4,8 MWc. Projet en co-développement avec GEG EnR et la Commune. Le permis de construire a été obtenu le 3 juillet 2023. La SAS est lauréate de l'appel d'offre de la CRE pour un tarif de vente « obligé » sur 20 ans de 81,5€/MWh.
 - La Société est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (45%), GEG EnR (45%) et la Commune de Labergement-lès-Seurre (10%).
 - Le bouclage du financement a été réalisé en juin 2024, les fonds propres ont été versés en juillet 2024 (COE : 360 000 €), dans le cadre d'une convention CCA.
 - Le chantier a démarré en septembre 2024, pour une mise en service à l'été 2025.
 - Les frais de développement (219 271,08 € HT) et un acompte de l'AMO construction (21 780 € HT) ont été facturés au 31/12/2024.
 - **Parc photovoltaïque des Roches Bleues** à Courchaton (70), situé sur une ancienne carrière de 7 hectares, d'une puissance estimée de 4 MWc. Projet en co-développement avec le SIED 70, la SICAE Est et la Commune. Le permis de construire a été obtenu le 23 mai 2023. La SAS est lauréate de l'appel d'offre de la CRE pour un tarif de vente « obligé » sur 20 ans de 83,5€/MWh.
 - La Société est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (31,5%), le SIED70 (27%), la SICAE Est (18%), la Commune (13,5%) et Energie Partagée Investissement (10%), en 2024, une cession de parts social au profit d'Energie Partagée Investissement ayant été réalisée pour permettre la réalisation d'une campagne d'investissement citoyen pour ce projet.
 - En 2024, le contrat d'achat des panneaux photovoltaïques a été signé avec l'entreprise Jinko, la Convention de raccordement a été signée avec Enedis, un PC modificatif a été déposé visant l'implantation de pieux sur les remblais profonds et la suppression de la prescription relative au cofinancement d'une interconnexion de secours pour le captage d'alimentation en eau potable de la Source du Crible.
 - Au premier trimestre 2025, les dernières incertitudes ont été levées avec l'obtention d'un arrêté préfectoral en bonne et due forme, les contrats de construction, d'agrégation et d'assurances ont été signés, le bouclage financier a été réalisé avec la conclusion du contrat de prêt auprès du CA Champagne-Bourgogne et Franche-Comté (2 900 000 €).
 - Le chantier a démarré au 31/03/2025, pour une mise en service en octobre 2025.
- Poursuite du développement des autres centrales photovoltaïques au sol :
 - **Parc photovoltaïque Parc d'Entre les Deux Combes** à Poiseul-la-Grange (21), situé sur un site dégradé de 5 hectares, d'une puissance estimée de 3,8 MWc. Projet en co-développement avec GEG EnR et la Commune.

En 2023, les services de l'état ont demandé des compléments et procédé à l'instruction du permis de construire, déposé le 12 octobre 2022. Un arrêté préfectoral autorisant la destruction de l'espèce protégée « gentiane cillée » a été pris en date du 26 juillet 2023.

- La Société est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (48%), GEG EnR (47%) et la Commune de Poiseul-la-Grange (5%) ; suite à la réalisation d'une cession de part à l'été 2024 permettant l'entrée au capital de la SEML et de la Commune.
- Le permis de construire a été obtenu en date du 04/08/2024.
- Suite à l'obtention du permis de construire, des échanges avec ENEDIS et RTE ont été entrepris pour préparer la demande de raccordement. Aucune solution n'est possible à court-terme sur le poste de Poiseul-la-Grange situé à 300 mètres du projet. A ce stade, aucune demande n'a été signée étant donné que le versement de l'acompte demandé correspond à une solution de raccordement à 20 km, dépassant les possibilités économiques du projet. Il a été convenu d'attendre la création du Poste Source Côte-d'Or Centre (2030) qui permettrait de réaliser des transferts de capacité et de libérer ainsi de la puissance d'injection disponible au poste source de Poiseul-la-Grange.
- Ce permis est valable jusqu'au 03/08/2027, puis pourrait être prorogé à minima à 2 reprises jusqu'au 03/08/2029. NB : L'article R 424-21 du Code de l'urbanisme, prévoit la possibilité d'une prorogation maximale jusqu'à 10 ans pour les ouvrages de production d'énergie utilisant une des sources d'énergies renouvelables.
- **Parc photovoltaïque du Toit du Monde Occidental (Pouilly-Maconge)** à Meilly-sur-Rouvres et Maconge (21), situé sur 19 hectares de délaissés d'aérodrome, d'une puissance estimée de 21 MWc. Projet en co-développement avec GEG ENeR et la Communauté de Communes Pouilly-Bligny.
 - La demande de permis de construire a été déposée le 12 janvier 2024. De nombreux échanges avec la Préfecture, la DDT, la Police de l'eau et l'OFB ont eu lieu en 2024 ; l'objectif étant de compléter le dossier au mieux afin de justifier la surface d'impact retenue et l'absence d'impact sur la flore constitutive de la zone humide identifiée sur le site. Une réponse de l'Administration est attendue au T2 2025.
 - La Société, créée le 30/04/2024, est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (40%), GEG EnR (40%) et la Communauté de Communes Pouilly-Bligny (20%).
- **Parc photovoltaïque de Pralanum** à Prâlon (21), situé sur 7 hectares de landes forestières anciennement pâturées, d'une puissance estimée de 3,5 MWc. Projet en co-développement avec Enercoop et la Commune de Prâlon. L'étude d'opportunité a pu être conclue positivement suite à l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture ayant réalisé une étude pédologique en mai 2022.
 - La Société, créée le 29/05/2024, est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (48%), Enercoop (47%) et la Commune de Prâlon (5%).
 - Le 8 avril 2024, la parution du décret 2024-318 crée un cadre pour les projets agrivoltaïques. Même si aucune activité agricole n'est présente sur le terrain d'implantation à ce jour, la mise à l'herbe d'un troupeau bovin et les déclarations PAC enregistrées par le passé entraînent la soumission automatique d'un projet sur cette zone aux conditions agrivoltaïques.
 - Le dépôt du permis de construire devait être initialement réalisé en 2024. Retard a été pris suite à la parution du décret agrivoltaïque et à la nécessité de revoir le projet dans son ensemble, de travailler avec l'exploitant agricole et de lancer une étude préalable agricole.
 - Visite de site en date du 28 juin 2024. En présence du bureau d'étude écologique EcoSphère, les habitants ainsi que Mme MODDE, Vice-Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté ont pu visiter le site et trouver réponses à l'ensemble de leurs questions ou points d'attention.
 - Depuis le 31 décembre 2024, date de la clôture de l'exercice, les différents volets d'études sont en cours de finalisation (demande de dérogation espèces protégées, photomontages, dossier défrichement, étude préalable agricole). L'objectif est de déposer la demande d'autorisation en mai 2025.
 - Il est avéré que le dossier fera l'objet d'une demande d'autorisation environnementale et non d'un permis de construire étant donné le cumul d'une demande de défrichement et d'une demande de destruction espèces protégées (DEP).
 - Trois points de vigilance sont à souligner :
L'avis conforme de l'UDAP s'agissant du Château de Prâlon ;
L'avis conforme de la CDPENAF qui sera attentive au projet agricole et à la compensation proposée ;

L'obtention par la CNPN d'une demande de destruction espèces protégées (DEP).

- **Parc photovoltaïque Grand Plain de Soleil à Chaux-la-Lotière (70)**, situé sur 6 hectares de friche appartenant à la Commune. Projet en co-développement avec le SIED 70. En 2023, organisation d'une réunion publique d'information et lancement de l'étude d'impact environnemental.
 - L'année 2024 a été marquée par la réalisation de l'étude d'impact du projet. Les premières variantes ont pu être présentées en décembre 2024 aux habitants lors d'une réunion publique.
 - La Société, créée le 31/01/2025, est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (55%), du SIED 70 (25%), de la Commune de Chaux-la-Lotière (10%), de la Commune de Boulton (5%) et de la CC du Pays Riolois (5%).
 - Le 28 mars 2025, le permis de construire a été déposé. Une ouverture d'enquête publique pourrait être organisée fin 2025 puis une autorisation en 2026.
- **Parc photovoltaïque à La Roche en Brénil (21)**, situé sur 4 hectares de site dégradé (ancienne scierie) et friche appartenant à la CC Saulieu-Morvan. Projet en co-développement avec GEG ENR. Préfiguration SAS : SEML COE, GEG ENR, CC Saulieu-Morvan, Commune. En 2023, décision de l'EPCI et consultation des bureaux d'études.
 - L'année 2024 a été marquée par le lancement de l'étude d'impact (7 mars 2024).
 - Une visite de site avec l'UDAP a pu être organisée en septembre 2024, des préconisations ont été prises en compte afin de finaliser un volet paysager conforme aux attentes.
 - Une réunion publique sera organisée au printemps 2025.
 - Objectif dépôt du permis de construire : Septembre 2025.
- Lancement du développement d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol :
 - **Parc photovoltaïque à Saint-Seine-Sur-Vingeanne (21)**, situé sur 7 hectares de site dégradé en friche appartenant à la Commune. Projet en co-développement avec GEG ENR. Les élus avaient été rencontrés en 2023 mais aucune solution de raccordement ne permettait de lancer le développement du projet. En suivant, le Conseil Municipal est à nouveau rencontré pour faire un point sur les perspectives de raccordement et valide le développement ainsi que la promesse de bail. Lancement de l'étude d'impact en décembre 2024. Objectif : dépôt du permis de construire T1 2026
- Lancement du développement d'une « **Grappe petits PV sol** » :

Il s'agit de constituer une société-grappe de petits projets photovoltaïques d'environ 5 MWc, contenant 5 à 6 projets d'une puissance maximale d'1 MWc. A ce stade, 15 sites sont pré-identifiés et l'étude technico-économique est en cours. Il est prévu que l'arrêté tarifaire « S24 » soit publié courant 2025. Dans le cadre de la consultation déjà lancée, le tarif moyen visé est de 87€/MWh.

La DREAL, après un examen au cas par cas, décide du type de d'autorisation d'urbanisme requise : déclaration préalable ou permis de construire avec étude d'impact. Ainsi seuls les projets ne nécessitant pas d'étude d'impact seraient lancés, ce qui réduirait considérablement les délais d'études et d'instruction.

Les projets sont réalisés de façon simultanée, mutualisée et sont portés par une même SPV pour réaliser des économies d'échelles et rendre cette grappe viable économiquement.

Une convention de co-développement entre la SEML COE, Egréga et EH2 a été conclue en janvier 2025. La SEML Côte-d'Or Energies détiendrait 60% du capital de la Société et EH2 40%. Egréga et la SEML Côte-d'Or Energies codévelopperaient ensemble le projet en se répartissant les missions. Le budget de développement serait de 85k€ HT. Il est prévu que la SEML Côte-d'Or Energies bénéficie de l'apport des sites via une prime de 10 000 € / MW.
- Poursuite des études d'opportunité, soit en co-développement avec notamment GEG ENEr, soit à 100% par la SEML Côte-d'Or Energies : réponse à différents appels à manifestation d'intérêt, étude suite sollicitation de communes/EPCI.
 - La SEML étudie notamment le développement de projets agrivoltaïques. Des premiers contacts sont pris début 2025 avec les élus et agriculteurs sur la Commune de Saint-Pierre-en-Vaux. Une étude pédologique est lancée auprès de la Chambre d'Agriculture, le développement du projet T2 2025 pourra être initié selon ses conclusions.

S'agissant de la filière « MOBILITE DURABLE » :

- En 2024, fin du partenariat avec GEG et les SEM de Bourgogne-Franche-Comté pour la création de stations d'avitaillement.
- Début 2025, des échanges sont entamés avec Avergies (Bio-GNV du Confluent), la SEM Nièvre Energies et la SEM Saône et Loire Energies pour poursuivre le travail lancé avec GEG.
- Il s'agirait de créer une Société par stations avec ouverture du capital aux autres SEML. BioGNV du Confluent réaliserait les premières études (10 k€ à risque pour la SEML).
- Sur le territoire de la SEML, deux sites sont pré-identifiés : le premier à Vesoul, le second à Longvic.

S'agissant des « AUTRES PROJETS » :

- **Stockage d'électricité :**
 - La SEML COE et l'entreprise BayWa r.e. ont signé un accord pour le co-développement d'un projet de stockage par batteries sur l'ancienne carrière de Fleurey-sur-Ouche. A ce stade le pré-projet est d'une puissance de 120 MW avec un budget de développement de 450 k€ (2025-2027) et d'investissement de 62 M€ (2028).
 - Les Administrateurs ont validé à ce stade la prise de risque à hauteur de 20% du coût de la demande de raccordement auprès de RTE, soit 10 k€. Cette étape est prioritaire pour connaître les besoins en stockage du réseau ainsi que les modalités des limitations de stockage.
 - Au 1er trimestre 2025, la candidature de la SEML Côte-d'Or Energies et de l'entreprise BayWa r.e. à l'AMI lancé par la Commune propriétaire apparaît être en bonne voie.
- **Gaz porté :**
 - Début 2025, la SEML Côte-d'Or Energies est sollicitée par METHAGORA pour co-investir dans un projet de création de Hub gaz-porté dans le cadre des fins de contrats de cogénérations de certains méthaniseurs.

a.3. Perspectives de développement

Les objectifs pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2025 sont les suivants :

- Parc éolien Orée des Bois : préparation du recours au Conseil d'Etat.
- Parc PV sol Roches Bleues à Courchaton (70) et Grandes Terres à Labergement les Seurre (21) : mise en service.
- Dépôt des demandes d'autorisation ou PC : parc PV Pralanum et La-Roche-en-Brénil.
- Lancement du développement : projet éolien Ampilly-lès-Bordes, projet agri-PV St-Pierre-en-Vaux, projet de stockage par batteries à Fleurey-sur-Ouche.
- Grappe petits PV sol : lancement des examens au cas par cas et dépôt des déclarations préalables pour 5 à 6 projets.
- Création des sociétés de projet et prises de participation pour les projets en développement :
 - Projet PV sol à La-Roche-en-Brénil
 - Projet PV sol à Saint-Seine-Sur-Vingeanne
 - Grappe petits PV sol « Héliopsol »
- Positionnement de la SEML COE sur :
 - Projet Hug gaz porté avec Méthagora
 - Projet de station d'avitaillement GNV avec Bio-GNV du Confluent
- Suivi des instructions des projets PV sol Parc du Toit du Monde Occidental et Grand Plain de Soleil à Chaux-la-Lotière.
- Poursuite des études d'opportunités pour le développement de projets de productions d'énergies renouvelables électriques.

Pour assurer le développement des projets et le suivi administratif de la SEML Côte-d'Or Energies, une convention de mise

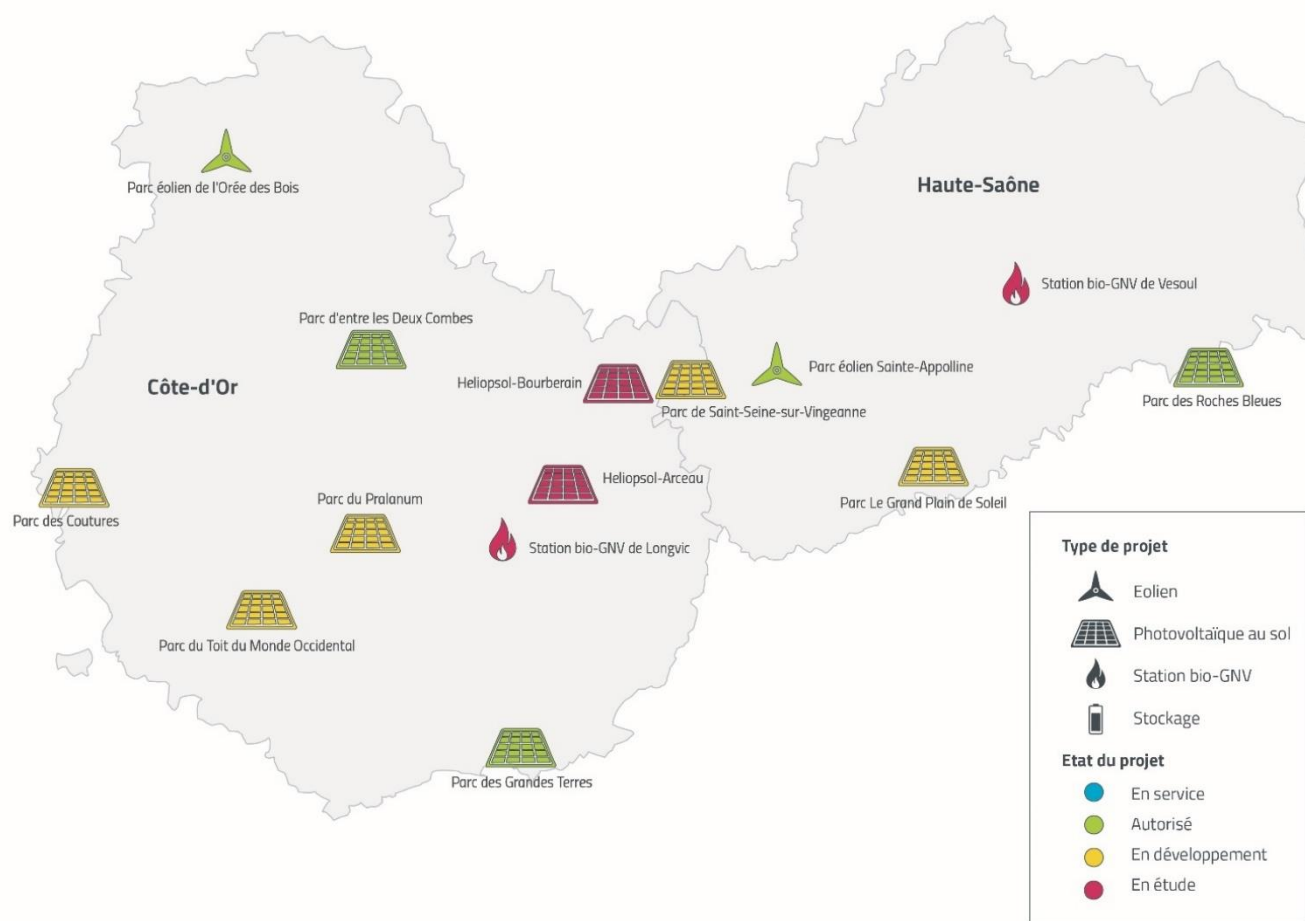
à disposition de moyens est conclue entre le SICECO et la SEML Côte-d'Or Energies.

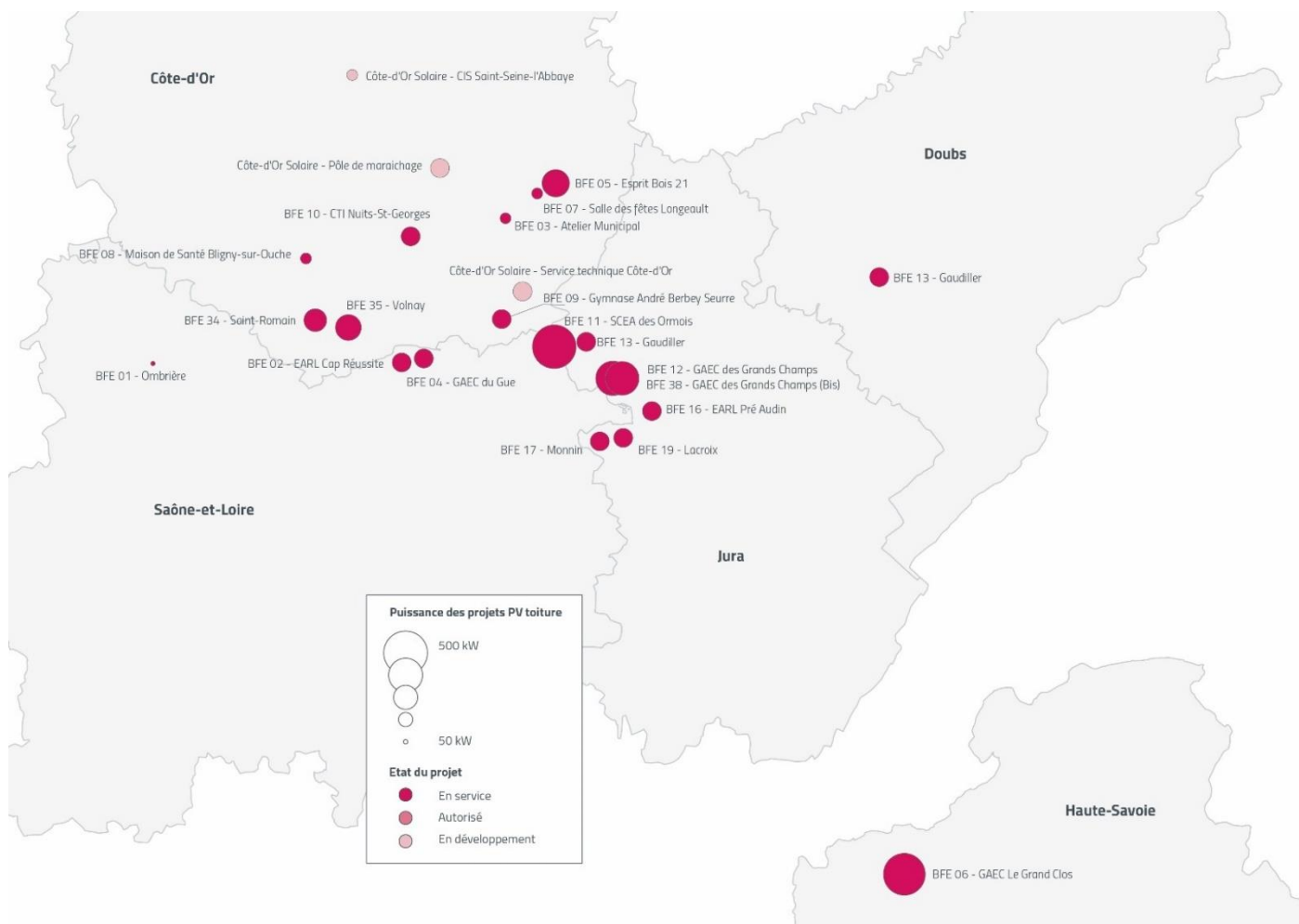
En 2025, la SEML embauche trois salariés permanents en CDI : Cyril Chapeleau et Natalia Caballero (Chargés de projets ENR) et Camille Sauger (Chargée d'affaires administratives et financières).

Pour l'exercice 2025, les ressources humaines sont estimées à 4,6 ETP pour 320 k€ : 2 ETP / 154 k€ dans le cadre de la convention de moyens avec le SICECO et 2,6 ETP / 144 k€ de salariés directs. Le transfert de 2 agents du SICECO vers la SEML impliquera une augmentation des charges directes, en partie compensée par la diminution des prestations de service.

En 2025, renforcement des missions liées au suivi administratif et financier, et au suivi des projets impliquant une augmentation des besoins en ressource humaine ; solution apportée via l'affectation d'heures supplémentaires de l'Agent Malika Jafflin dans le cadre de la convention de mise à disposition SICECO-SEML.

a.4. Cartes de synthèse des projets





b. Situation financière de la SEML Côte-d'Or Énergies

b.1. Exercice comptable 31/12/2024

Pour l'exercice 2024, le bilan s'équilibre à l'actif et au passif à 2 772 161 €. Le compte de résultat présente un déficit de - 75 299 €.

Au titre de l'exercice comptable clos le 31 décembre 2024, la Société réalise, pour la première fois, un chiffre d'affaires à hauteur de 213 013 €. Il s'agit de la vente du développement (heures, études et prime) et de la réalisation d'une partie de la mission d'AMO construction pour le projet PV sol Parc des Grandes Terres à Labergement.

La valorisation des études en cours en production stockée à la clôture de l'exercice s'élève à 928 694 € (751 021 € en 2023) et intègre la poursuite du développement des différents projets ENR (éolien, photovoltaïque sol...).

Le montant des dettes d'exploitation de 247 847 € s'expliquent notamment par la refacturation des heures par le SICECO (214 714 €) pour l'année 2024 dans le cadre de la convention de mise à disposition de moyens.

Quant aux autres créances, la TVA due s'élève à 9 459 € (à décaisser en mai 2025) la TVA collectée s'élève à 15 236 € (exigible au 31/12/2025).

Après prise en compte :

- du résultat d'exploitation négatif à hauteur de -87 609 euros contre -283 457 euros pour l'exercice précédent,
- du résultat financier positif à hauteur de 3 579 €,
- du résultat exceptionnel positif à hauteur de 8 730 €,
- d'un impôt sur les sociétés nul comme pour l'exercice précédent,

le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se solde par une perte de -75 299 euros contre une perte de -575 109 euros pour l'exercice précédent.

En 2024, les projets éoliens Rives de Saône et Arnéole, provisionnés en 2023, ont été constatés définitivement en charges

exceptionnelles sur l'exercice 2024 (479 190 €).

Au 31 décembre 2024, le total du bilan de la Société s'élève à 2 772 161 € euros contre 1 624 460 euros pour l'exercice précédent.

Lors de la clôture des comptes au 31 décembre 2023, considérant que le montant des capitaux propres est inférieur à la moitié du capital social, les Associés ont été convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 19 juin 2024 et ont décidé de la continuité d'activité de la société, en précisant que l'augmentation de capital prévue en 2025, conformément au suivi du planning financier, aura notamment pour objectif de reconstituer les fonds propres.

L'augmentation de capital a été approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mars 2025 et constatée par le Conseil d'Administration du 14 avril 2025. Le capital social est donc depuis avril 2025 de 7.840.000 €.

	2024	N-1
Capital social	2 240 000 € <i>NB : Augmentation de capital constatée le 14/04/2025 : 7.840.000 €</i>	2 240 000 €
Chiffres d'Affaires	213 013 €	0 €
Total produits d'exploitation	390 727 €	584 155 €
Coûts salariaux	51 700 €	59 416 € <i>(incluant les indemnités des commissaires enquêteurs)</i>
Convention ressources SICECO	214 714 €	194 244 €
Total charges d'exploitation	479 335 €	867 611 €
Résultat d'exploitation	-87 609 €	-283 457 €
Résultat net comptable	-75 299 €	-575 109 €
Trésorerie nette	450 878 €	152 572 €
Total du bilan	2 772 161 €	1 624 460 €
Capitaux propres	819 299 €	894 598 €
Endettement financier (apport d'associés)	1 636 877 €	509 579 €

b.2. Prévisions financières

Le Conseil d'Administration du 1^{er} octobre 2024, connaissance prise du planning financier mis à jour et du portefeuille de projets envisagé a arrêté le dimensionnement (projets pris en compte et périodes) de l'augmentation de capital à organiser en 2025.

Le plan d'affaires consolidé est présenté aux Administrateurs.

Cet outil vient en complément du planning financier et donne une vision à plus long terme basée sur les plans d'affaires de l'ensemble des projets inscrits au portefeuille.

Le cumul de trésorerie indique un besoin à hauteur de 12,6 M€ jusqu'en 2031.

En observant deux périodes d'investissement 2022-2027 et 2028-2031, les besoins sont les suivants :

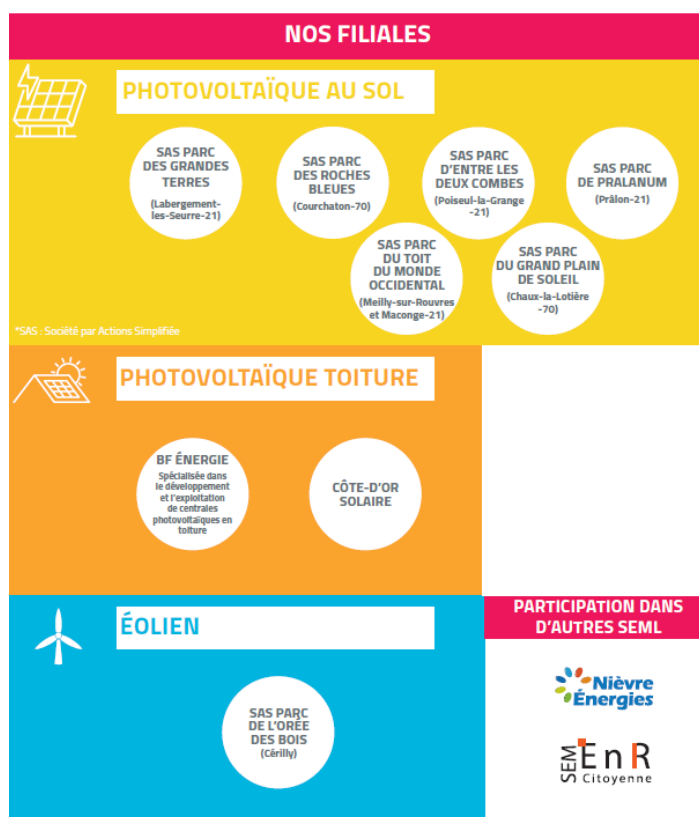
- Jusqu'en 2027 : +5,6M€ dont +3,75M€ de nouveaux fonds et 1,85M€ de CCA à intégrer au capital
- De 2028 à 2031 : +9,5M€ de nouveaux fonds

Le Conseil d'Administration du 1^{er} octobre 2024 valide une augmentation de capital avec les caractéristiques suivantes :

- Montant augmentation +5,6 M€ incluant : 3,75M€ de nouveaux fonds et 1,85M€ de CCA intégrés au capital, soit un nouveau capital porté à 7,84M€ ;
- Augmentation de capital dès T2 2025 avec souscription d'1/4 des fonds, excepté pour le SICECO (intégration CCA au capital en 2025 et nouvelle libération à partir de 2026) et la Région (intégration des CCA dès 2025 sans apport de nouveaux fonds) ;
- Etant donné les incertitudes persistantes sur le portefeuille de projets, les appels de fonds de 2026 et 2027 pourraient être décalés (5 ans maximum pour libérer les fonds : 2030) ;
- Augmentation du nombre d'Administrateur à 15 pour accorder un 2^{ème} siège à la Région BFC qui passerait de 4,5 à 11,5% du capital.

c. État des filialisations

c.1. Présentation globale



c.2. Liste détaillée des filialisations

Prises de participation dans les SEML régionales

Prise de participation dans la SEM ENR Citoyenne (Jura/Doubs)

	2017	
SEML COE	10 000 €	0,86%
Capital social TOTAL	1 156 200 €	100%

Prise de participation dans la SEM Nièvre Energies

	2021	
SEML COE	10 000 €	0,46%
Capital social TOTAL	2 188 000 €	100%

Prises de participation dans les SAS ENR

S'agissant de la filière « EOLIEN » :

Prise de participation - SAS Parc éolien des Rives de Saône

	2022	
SEML COE	1 000 €	100%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc éolien des Lavières (Orée des Bois, Cérilly)

	2019	
SEML COE	1 000 €	100%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

S'agissant de la filière « PV TOITURE » :

Prise de participation - SAS BF Énergie

	2012		2018		2020	
BF Holding	500 €	50,00%	500 €	26,04%	20 030 €	26,04%
Cryo	500 €	50,00%				
SEML COE	/		920 €	47,92%	36 860 €	47,92%
SICAE	/		500 €	26,04%	20 030 €	26,04%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%	1 920 €	100%	76 920 €	100%

Prise de participation - SAS Côte-d'Or Solaire

	2024 (Libération à 50% au 31/12/2024)	
SEML COE	18 000 €	15,00%
CD 21	58 800 €	49,00%

CDC	43 200 €	36,00%
Capital social TOTAL	120 000 €	100%

S'agissant de la filière « PV SOL » :

Prise de participation - SAS Parc PV des Roches Bleues (Courchaton)

	2021		2024	
SEML COE	350 €	35%	315 €	31,5%
SIED70	300 €	30%	270 €	27,0%
Sicae est	200 €	20%	180 €	18,0%
Courchaton	150 €	15%	135 €	13,5%
EPI	- €	0%	100 €	10,0%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc PV des Grandes Terres (Labergement)

	2021		2023	
SEML COE	- €	0%	450 €	45%
GEG EnER	1 000 €	100%	450 €	45%
Labergement-lès-Seurre	- €	0%	100 €	10%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc PV Toit du Monde Occidental (Pouilly-Maconge)

	2024	
SEML COE	400 €	40%
GEG EnER	400 €	40%
CC Pouilly-Bligny	200 €	20%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc PV du Pralanum (Prâlon)

	2024	
SEML COE	460 €	46%
Enercoop	440 €	44%
Prâlon	100 €	10%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc PV d'entre les deux combes (Poiseul)

	2021		2024	
SEML COE	- €	0%	480 €	48%
GEG EnER	1 000 €	100%	470 €	47%
Poiseul-la-Grange	- €	0%	50 €	5%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Grand Plain de Soleil (Chaux-la-Lotière)

	2025	
SEML COE	550 €	55%
SIED70	250 €	25%

Chaux-la-Lotière	100 €	10%
CC Pays Riolais	50 €	5%
Boult	50 €	5%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

d. Évolutions statutaires

d.1. Rappel des modifications statutaires dans les 5 dernières années

Pour rappel, depuis sa création, les statuts de la SEML ont été modifiés :

- Lors de l'Assemblée extraordinaire du 27 mai 2019 pour augmenter le capital social de 1 670 000 € et le porter à 2 240 000 €.
- Lors de l'Assemblée extraordinaire du 10 septembre 2020 pour modifier l'article 20 de la manière suivante :
[...] La personne désignée comme président ne doit pas être âgée de plus de 80 ans. Toute nomination intervenue en violation de cette disposition est nulle. [...]
- Lors de l'Assemblée extraordinaire du 10 janvier 2022 pour modifier l'objet social et intégrer la possibilité de développer une activité liée à la mobilité durable : stations multi-énergies (bioGNV, GNV, électrique, hydrogène).

L'article 3 (objet social) des statuts a été modifié ainsi : « *La Société a pour objet, dans le cadre de la politique énergétique locale conduite en particulier par les partenaires publics locaux qui ont compétence pour ce faire, l'acquisition, l'aménagement, la construction et l'exploitation de moyens de production, de stockage, de distribution décentralisés, et de vente d'énergie notamment d'origine renouvelable, ainsi que toutes activités accessoires liées.* »

Une modification statutaire sera réalisée en 2025 lors de l'augmentation de capital prévue.

III. Relations contractuelles et financières entre la SEML Côte-d'Or Énergies et le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or

a. Contrat en cours avec la collectivité actionnaire

Une convention de mise à disposition de moyens est conclue entre la SEML Côte-d'Or Énergies et le SICECO, territoire d'Énergie Côte-d'Or pour la période du 2 juillet 2024 au 1^{er} juillet 2026. Cette convention prévoit les modalités de refacturation des heures affectées par les agents du SICECO pour le compte de la SEML Côte-d'Or Énergies.

b. Avances en compte courant de la collectivité

Une convention d'apport en compte courant d'associés entre la Société et le SICECO pour un montant total maximal d'1,5 millions d'euros a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 décembre 2023 et signée le 25 janvier 2024.

Les versements effectifs à hauteur d'1,05 M€ sont intégrés au capital lors de l'augmentation de capital prévue début 2025.

IV. Contrôles et gestion des risques

Aucun contrôle n'a été réalisé en 2024 par l'Administration ou les différents opérateurs mandatés.

Principaux risques et incertitudes

Typologie	Caractéristiques	Stratégie mise en œuvre
Risque technique et conjoncturel	<ul style="list-style-type: none"> - Évolutions gisements suite aux aléas climatiques (potentiel solaire et éolien) - Revue des objectifs de la Programmation Pluri-annuelle de l'Énergie à la baisse - Baisse des tarifs obligés de vente d'énergie (arrêté S21 notamment) 	<ul style="list-style-type: none"> - Travail sur des hypothèses de probabilité (incertitude revue à la hausse en P90) - Travail sur l'identification en zone d'accélération (loi APER) des projets en cours de développement - Optimisation et priorisation des projets
Risque juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Recours juridiques sur projet éolien 	<ul style="list-style-type: none"> - Travail avec un avocat spécialisé - Travail sur la sécurisation juridique des projets (constats d'huissier...)

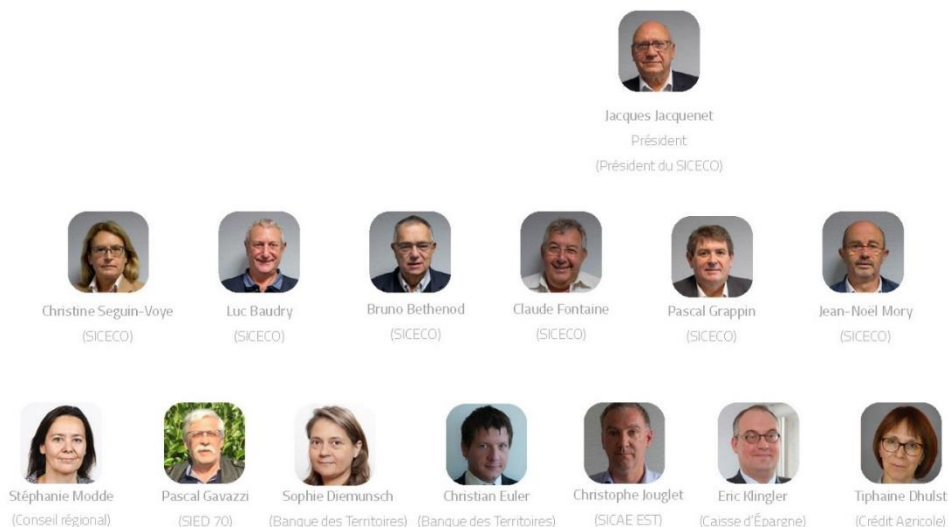
V. Bilan de la gouvernance de la SEML Côte-d'Or Énergies

a. Actionnariat 2024 et évolutions à venir 2025

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital détenu
Collectivités territoriales			
SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or	11 500	1 150 000 € => 3 850 000 €	51,34 % => 49,11 %
Région Bourgogne-Franche-Comté	1 000	100 000 € => 900 000 €	4,46 % => 11,48 %
SIED 70 , territoire d'énergie Haute-Saône	1 000	100 000 € => 300 000 €	4,46 % => 3,83 %
Actionnaires privés			
Banque des territoires	6 500	650 000 € => 1 950 000 €	29,02 % => 24,87 %
Sicae Est	1 500	150 000 € => 620 000 €	6,70 % => 7,91 %
Caisse d'Epargne Bourgogne-Franche-Comté	300	30 000 € => 80 000 €	1,34 % => 1,02 %
Crédit agricole Champagne-Bourgogne	300	30 000 € => 80 000 €	1,34 % => 1,02 %
Dijon Céréales	200	20 000 € => 40 000 €	0,89 % => 0,51 %
Nièvre Énergies	100	10 000 € => 20 000 €	0,45 % => 0,26 %
Total	22 400	2 240 000 € => 7 840 000 €	100 %

b. Les dirigeants

b.1. Composition du Conseil d'Administration



Actionnaires	Représentants au Conseil d'Administration	Représentant à l'AG	Date de nomination
Collectivités territoriales			
SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or	Jacques Jacquenet (Président) Christine Seguin-Voye Luc Baudry Bruno Bethenod Claude Fontaine Pascal Grappin Jean-Noël Mory	Jacques Jacquenet (Président)	14 octobre 2020
Région Bourgogne-Franche-Comté	Stéphanie Modde	Stéphanie Modde	23 juillet 2021 / 19 janvier 2024
SIED 70, territoire d'énergie Haute-Saône	Pascal Gavazzi	Pascal Gavazzi	29 août 2020
Actionnaires privés			
Banque des territoires	Sophie Diemunsch Christian Euler	Sophie Diemunsch Christian Euler	1 ^{er} juillet 2021
Sicae Est	Christophe Jouglet	Christophe Jouglet	14 juin 2018
Caisse d'Épargne Bourgogne-Franche-Comté	Eric Klingler (Lucas Boiteux membre coopté en cours d'exercice)	Jérôme Ballet	19 septembre 2019
Crédit agricole Champagne-Bourgogne	Thiphaine Dhulst	Thiphaine Dhulst	31 août 2021
Dijon Céréales	-	Didier Lenoir	21 décembre 2020
Nièvre Énergies	-	Guy Hourcabie	24 mars 2021

b.2. Organisation de la gouvernance

Le Président de la SEML Côte-d'Or Energies, Jacques Jacquenet a été désigné par délibération du Conseil d'Administration du 26 octobre 2020, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Le Directeur Général, Jean-Michel Jeannin a été désigné par délibération du Conseil d'Administration du 12 octobre 2023 pour un mandat de 2 années, soit jusqu'au 8 novembre 2025.

c. Bilan de la gouvernance

c.1. Réunions des instances

- Le Conseil d'Administration s'est réuni lors de 5 séances : les 13 février, 29 mai, 19 juin, 1er octobre, 3 décembre 2024.
- L'Assemblée Générale Ordinaire s'est réunie le 19 juin 2024, suivie d'une séance extraordinaire actant la poursuite de l'activité malgré des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social.

c.2. Participation des représentants du SICECO

Administrateur	Nombre de participation Conseil d'Administration ou Comité Technique	Nombre de participation Assemblée Générale
Jacques Jacquenet	5	2
Christine Seguin-Voye	4	NC
Luc Baudry	3	NC
Bruno Bethenod	3	NC
Claude Fontaine	4	NC
Pascal Grappin	4	NC
Jean-Noël Mory	3	NC

ANNEXES

ANNEXE 1 - RAPPORT D'ACTIVITE 2024

ANNEXE 2 - COMPTES ANNUELS 2024

ANNEXE 3 - RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS